

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 24/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MALTERIES FRANCO BELGES - SOUFFLET

52 route de Dijon
21470 Brazey-En-Plaine

Références : 2025-205
Code AIOT : 0005401176

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2025 dans l'établissement **MALTERIES FRANCO BELGES - SOUFFLET** implanté 52, route de Dijon 21470 Brazey-en-Plaine. L'inspection a été annoncée le 20/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche-Comté a décidé de réaliser, en 2025, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération spécifique au cours du 1er semestre 2025.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockage des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP (classification, labelling and packaging). La présente inspection a été réalisée au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de fiches de données de sécurité (FDS) conformes, et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à

prévenir tout risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux.

La visite a comporté une inspection visuelle des conditions de stockage et d'étiquetage, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de FDS par sondage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALTERIES FRANCO BELGES - SOUFFLET
- 52, route de Dijon 21470 Brazey-en-Plaine
- Code AIOT : 0005401176
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site des Malteries Franco-Belges exploite des activités de stockage en silo et de maltage de l'orge à destination des producteurs brassicoles. Il est autorisé pour une capacité maximale de 92 250 tonnes d'orge transformé par an.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	Sans objet
3	Rubriques de la Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	Sans objet
4	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/06/2020, article 5.1 de l'annexe 2	Sans objet
5	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/06/2020, article 7 de l'annexe 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions de stockage des produits chimiques de l'installation contrôlée, observées le jour de l'inspection, sont satisfaisantes. L'inspection invite l'exploitant à étudier les possibilités de rendre encore plus accessibles et opérationnels les documents à destination des services de secours en cas de sinistre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions régionales, Produits chimiques
Prescription contrôlée : Article 49 - Etat des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant a fourni le fichier « 02012025 Liste produits BRZ » qui contient la liste des matières stockées présentes sur le site. Cette liste répertorie tous les produits présents sur le site disposant d'une fiche de donnée de sécurité (FDS). L'exploitant a déclaré qu'elle est mise à jour tous les 6 mois. La dernière mise à jour date du 2 janvier 2025. Les informations contenues sont : le nom du produit, le fabricant, la quantité recensée le jour de l'inventaire et le service utilisateur (maintenance, fabrication ou STEP - station d'épuration). L'exploitant a également fourni le fichier « 02012025 Stockage produits BRZ » qui contient un plan de localisation des stockages des produits. Le document présenté a été mis à jour le 2 janvier 2025. <u>Observations :</u> Comme le prescrit l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010, l'état des matières stockées est facilement accessible et tenu en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. Cet état des matières stockées vise, entre autres, à rendre disponible la nature et les risques liés aux produits présents sur le site ainsi que leur localisation au sein de l'établissement, pour les services d'incendie et de secours. Toutefois, la liste des matières stockées présentée en inspection ne permet pas de connaître la nature du produit (ex : la mention « HYDRALIM 46 » pour une huile compatible avec un usage alimentaire) ni le risque lié au produit. Par ailleurs, la liste des matières stockées indique le nom du service utilisateur mais pas la

localisation exacte du stockage. Il est peu aisé de faire le lien entre le plan de localisation des stockages et la liste des produits stockés.

Le chlorure ferrique en solution utilisé à la station d'épuration, située en dehors du site principal, n'apparaît pas sur le plan de localisation des stockages des produits.

L'inspection invite l'exploitant à reprendre les éléments à sa disposition afin d'établir un état des matières stockées pouvant utilement faire apparaître le nom du produit, et/ou le N° CAS, le conditionnement, la quantité, le risque et sa localisation et que cet état soit sur un support pouvant facilement être mis à disposition des services de secours en cas d'accident.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits chimiques

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

1. Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :
 - a) lorsqu'une substance ou une préparation répond aux critères de classification comme substance ou préparation dangereuse conformément aux directives 67/548/CEE ou 1999/45/CE, ou
 - b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou
 - c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b).

Article 49 - Etat des matières stockées.

[...]

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Constats :

Le fichier « 02012025 Liste produits BRZ » qui contient la liste des matières stockées présentes sur le site dispose d'un lien vers un dossier sur le serveur informatique du site qui contient les fiches de données de sécurité (FDS) des produits répertoriés.

L'inspection a demandé à examiner, par sondage parmi les produits de la liste susmentionnée, les FDS suivantes :

- Acétylène, version du 28/04/2023,
- Soufre solide, version du 29/12/2022,
- Chlorure ferrique en solution, version 5/10/2021.

<p>L'exploitant a projeté les documents demandés en session et les a imprimés et fournis à l'inspection.</p> <p>L'exploitant a expliqué que des modes opératoires sont disponibles aux postes qui utilisent les substances et produits concernés. L'inspection a constaté lors de la visite que ces documents étaient bien présents à la station d'épuration pour le chlorure ferrique et au poste de brûlage pour le soufre.</p> <p>L'exploitant a expliqué que l'acétylène est utilisé en mélange avec l'oxygène sur les postes de soudure mobiles au service maintenance par des soudeurs qualifiés. Il a présenté le tableau de suivi des formations produits chimiques pour l'ensemble du personnel, incluant le personnel de maintenance.</p> <p>L'exploitant a démontré que les FDS sont accessibles depuis un poste informatique situé au service maintenance.</p> <p><u>Observation :</u> La fiche d'exploitation du soufre collée sur le container de stockage fait référence à la directive CEE 91/155. et à l'arrêté du 5 janvier 1993 qui ont été abrogés, respectivement, par le règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/2006 et l'arrêté du 16/01/2009 modifiant l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses.</p> <p><u>Observation :</u> L'exploitant s'assurera que la fiche d'exploitation du soufre comporte les informations utiles en cas d'incendie.</p> <p><u>Observation :</u> L'exploitant s'assurera qu'il dispose des dernières FDS à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Produits chimiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ; 2) identification des dangers ; 3) composition/informations sur les composants ; 4) premiers secours ; 5) mesures de lutte contre l'incendie ; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ; 7) manipulation et stockage ; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ; 9) propriétés physiques et chimiques ; 10) stabilité et réactivité ; 11) informations toxicologiques ; 12) informations écologiques ;

<p>13) considérations relatives à l'élimination ;</p> <p>14) informations relatives au transport ;</p> <p>15) informations relatives à la réglementation ;</p> <p>16) autres informations.</p> <p><u>Règlement européen n° 1272/2008 - CLP article 17 (obligation de l'étiquetage).</u></p> <p>« Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les fiches de données et de sécurité (FDS) présentées par l'exploitant présentaient l'ensemble des rubriques prescrit à l'article 3.6 du règlement (CE) no 1907/2006 REACH.</p> <p>Lors de l'inspection sur le terrain, le chlorure ferrique en container GRV (Grand Récipient pour Vrac) double peau comportait bien un étiquetage rédigé en français, cohérente avec la FDS et comportant les éléments exigés par l'article 17 du règlement n°1272/2008 dit « CLP » (classification, labelling and packaging).</p> <p>Le soufre solide en sac comportait bien un étiquetage rédigé en français, cohérente avec la FDS et comportant les éléments exigés par l'article 17 du règlement n°1272/2008 dit « CLP » (classification, labelling and packaging).</p> <p>Les pictogrammes des bouteilles d'acétylène inspectées n'appelle pas de commentaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mesures de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 5.1 de l'annexe 2</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Produits chimiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5. RUBRIQUE 5 - Mesures de lutte contre l'incendie</p> <p>Cette rubrique de la fiche de données de sécurité décrit les exigences applicables à la lutte contre un incendie déclenché par la substance ou le mélange, ou survenant à proximité de ceux-ci.</p> <p>5.1. Moyens d'extinction</p> <p>Moyens d'extinction appropriés :</p> <p>Il y a lieu de fournir des informations sur les moyens d'extinction appropriés.</p> <p>Moyens d'extinction inappropriés :</p> <p>Il y a lieu de signaler les agents d'extinction qui ne seraient pas appropriés dans certains scénarios impliquant la substance ou le mélange (par exemple éviter les agents sous haute pression, qui pourraient entraîner la formation d'un mélange poussière-air potentiellement explosible).</p>
<p>Constats :</p> <p>La FDS du soufre solide mentionne l'eau pulvérisée, les poudres polyvalentes, les mousses, le CO2, les gaz inertes ou le sable comme moyens d'extinction appropriés.</p> <p>Les jets d'eau pleins sont interdits d'après la FDS consultée.</p>

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le point de stockage et de manipulation du soufre est équipé d'un extincteur à eau pulvérisée avec additif pour feux de classe A et B.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions de stockage et de manipulation

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 7 de l'annexe 2

Thème(s) : Actions régionales, Produits chimiques

Prescription contrôlée :

7. RUBRIQUE 7 - Manipulation et stockage

Cette rubrique de la fiche de données de sécurité donne des conseils relatifs aux méthodes de manipulation sûres. Elle mettra l'accent sur les précautions adaptées aux utilisations identifiées auxquelles il est fait référence à la sous-rubrique 1.2, ainsi qu'aux propriétés particulières de la substance ou du mélange. Les informations figurant dans cette rubrique de la fiche de données de sécurité concernent la protection de la santé humaine, de la sécurité et de l'environnement. Elles doivent aider l'employeur dans la conception de processus de travail et de mesures organisationnelles appropriées, conformément à l'article 5 de la directive 98/24/CE et à l'article 5 de la directive 2004/37/CE. Lorsqu'un rapport sur la sécurité chimique est exigé, les informations contenues dans la présente rubrique de la fiche de données de sécurité devront correspondre à celles présentées pour les utilisations identifiées dans le rapport sur la sécurité chimique et les scénarios d'exposition afférents à la maîtrise du risque, tels qu'ils résultent du rapport sur la sécurité chimique figurant à l'annexe de la fiche de données de sécurité. Outre les informations fournies dans cette rubrique, des informations pertinentes peuvent également figurer à la rubrique 8.

[...]

7.2. Conditions d'un stockage sûr, y compris les éventuelles incompatibilités. Les conseils donnés doivent être compatibles avec les propriétés physiques et chimiques décrites à la rubrique 9 de la fiche de données de sécurité. S'il y a lieu, des conseils doivent être donnés sur les exigences spécifiques en matière de stockage, [...]

Constats :

Le chlorure ferrique en solution, en container GRV double peau, est utilisé pour la station d'épuration du site. 4 containers de 1000L sont disposés à l'extérieur du local technique. L'exploitant a expliqué qu'un flexible équipé d'une sonde est introduit dans un container et permet l'utilisation du produit par l'installation. Le contenu d'un container est consommé en environs 10 jours. Une fois vide, le flexible de pompage est transféré à un autre container.

La FDS du chlorure ferrique consultée mentionne, à la section 7.2, dans les « conditions d'un stockage sûr [...] » de « conserver dans un endroit bien ventilé, sec et frais. » et à la section 10.4 Conditions à éviter, d'« éviter le gel ».

Observation :

Les containers en attente d'utilisation sont stockés plusieurs jours en extérieur et soumis aux intempéries. L'inspection invite l'exploitant à interroger son fournisseur sur les risques encourus par ces conditions de stockage.

Observation :

L'exploitant s'assurera par des dispositions techniques et/ou opérationnelles que les rétentions des GRV double peau sont vides et intègres.

Le soufre solide est stocké dans un container métallique fermé à clé à côté du poste de brûlage. Les sacs reposent sur des caillebotis métalliques.

La FDS du soufre solide consultée mentionne, à la section 7.2, dans les « conditions d'un stockage sûr [...] » de « Ne pas stocker contre des tôles, bardages métalliques ou toutes surfaces conductrices de la chaleur »

Observation :

L'exploitant s'assurera que les modalités d'entreposage du soufre permettent son stockage dans des conditions de sûreté définies dans la FDS.

Type de suites proposées : Sans suite